

Éditorial

Voici quelques années, nous nous inquiétons de la désaffection des lycéens vis-à-vis des études en STAPS (voir mon éditorial dans le n°68 de Science & Motricité). La situation a bien changé : cette année plus de 17000 étudiants se sont inscrits en première année dans nos UFR, et les remontées d'Admission Post Bac montrent que la tendance est loin de s'inverser. Il semble que la filière STAPS ait retrouvé la confiance des lycéens et de leurs familles. Certains ont évoqué un simple mouvement de ressac, un va-et-vient perpétuel de l'Histoire. Il convient sans doute d'aller au-delà ce simple déterminisme périodique.

On sait que la chute de nos effectifs à partir de 2007 a été principalement déterminée par des annonces proférées au plus haut niveau de l'Etat sur les filières universitaires bouchées. Concernant les STAPS, l'argument de la chute des postes au CAPEPS a été largement utilisé, soit par méconnaissance, soit par malinçité.

Quant au nouvel engouement, j'y vois avant tout le résultat d'un long travail de communication et de restructuration de la filière STAPS, menée de manière conjointe par les UFR au niveau local, la Conférence des Directeurs, l'AERES et la CNU au niveau national. Les STAPS sont sans doute la seule discipline universitaire à avoir mené cet effort de coordination nationale de l'offre de formation, au niveau de l'écriture des fiches RNCP ou des référentiels de Licence. Des conventions ont été signées et d'autres sont en cours de négociation avec le milieu sportif ou avec le monde médical, qui permettent d'ores et déjà une reconnaissance plus assurée des diplômés en Entraînement Sportif et en Activités Physiques Adaptées.

Le suivi de l'insertion professionnelle de nos diplômés montre que les études en STAPS permettent une entrée efficace dans l'emploi. Tous ces efforts ont permis d'asseoir la légitimité de la filière STAPS auprès du public.

Cet engouement pour notre offre de formation n'a pas que des aspects positifs. Les universités rencontrent des temps-ci de tels problèmes budgétaires que c'est le plus souvent à moyens constants qu'il a fallu localement faire face parfois au doublement des effectifs en première année de Licence. On conçoit aisément que dans ce cas la qualité des formations s'en ressente, et que les efforts engagés pour la réussite en Licence soient souvent réduits à néant. Ici et là les UFR STAPS affichent désormais des capacités d'accueil limitées, ce qui risque pour la première fois d'entraîner, au niveau national, que nombre de lycéens ne puissent trouver de place dans cette filière de formation.

On peut y voir un atout pour les STAPS : la relative rareté des places disponibles peut sans doute entraîner une orientation plus réfléchie des étudiants, et une motivation plus forte au cours des études. On peut aussi regretter que le service public laisse sur la touche de nombreux lycéens qui rêvaient de construire leur projet professionnel dans le domaine des activités physiques et sportives.

C'est évidemment par la communication, sur la nature des études en STAPS et sur la réalité du marché de l'emploi, que nous parviendrons à résoudre ce paradoxe. Nous nous y attachons tous depuis de longues années, avec l'impression désespérante de toujours recommencer.

Didier Delignières
Editeur Principal